

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 36.430/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 36.430/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 21 janvier 2004, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 décembre 1990 relatif à l'octroi du titre d'interné-résistant aux prisonniers de guerre belges 1940-1945", a donné le 24 mars 2004 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 januari 2004 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 december 1990 betreffende het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder aan de Belgische krijgsgevangenen 1940-1945", heeft op 24 maart 2004 het volgende advies gegeven :

Le projet a pour objet de compléter l'article 4 de l'arrêté royal du 10 décembre 1990 relatif à l'octroi du titre d'interné-résistant aux prisonniers de guerre belges 1940-1945, d'un second alinéa, ainsi rédigé :

"Ces distinctions honorifiques sont également octroyées aux évadés de guerre 1940-1945, qui ont réussi leur évasion, ont rejoint les Forces Belges en Grande-Bretagne, la Force Publique du Congo, une Force Armée Alliée, les Services de Renseignements et d'Action ou un groupement reconnu de la Résistance Armée et qui ont servi dans ces forces durant un minimum d'un an."

Comme l'indique son préambule, cet arrêté royal du 10 décembre 1990 se fonde sur le décret des 3-22 août 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales, notamment son article 4; l'avis 19.814/9, donné le 25 juin 1990 au sujet de cet arrêté rappelle en effet ce qui suit :

"Dans son avis L. 19.302/l/V, donné le 9 août 1989, le Conseil d'État a observé ce qui suit :

«L'arrêté en projet trouve plutôt que dans l'article 29 de la Constitution, un fondement légal plus adéquat dans le décret des 3-22 août 1790 concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales, dont le titre 1^{er}, article 4, porte ce qui suit :

'Art. 4.-

Tout citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa patrie, ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique, a des droits à la reconnaissance de la nation, et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre aux récompenses»."

L'article 1^{er} de l'arrêté précité dispose comme suit :

"Le présent arrêté est applicable aux personnes soumises à la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre 1940-1945 et qui, pour un acte patriotique, ont été internées trois mois au moins dans un ou plusieurs camps disciplinaires suivants :

- 1° Stalag 325, à Rawa-Ruska et Lemberg (Lwow);
- 2° Stalag 369, à Koberzijn;
- 3° Stalag XVIII C (Bloc 317 - Camp Nord), à Markt-Pongau;
- 4° Camp disciplinaire de Landeck;
- 5° Oflog X C, à Lübeck;
- 6° Oflog IV C, à Colditz;
- 7° Stalag XX B, à Graudenz (forteresse);
- 8° Kommando disciplinaire du Stalag VIII C, à Bleckhammer-Heydebreck-Erenforst;

.../...

- 9° Prison militaire spéciale du Stalag IV D, à Torgau «Fort Zinna» (surnom Muna);
- 10° Bloc B disciplinaire du Stalag VIII C, à Sagan (Silésie);
- 11° Camp russe de représailles de Tambow;
- 12° Camp disciplinaire du Stalag VI H, à Arnoldsweiler;
- 13° Stalag III B, à Fürstenberg a/Oder.

Aucune condition de durée d'internement n'est requise pour les prisonniers de guerre, bénéficiaires du statut des évadés en vertu de l'arrêté royal du 11 mars 1975 établissant le statut des évadés de la guerre 1940-1945, pour une évasion ou une tentative d'évasion durant leur internement pour acte patriotique dans un des camps mentionnés à l'alinéa 1^{er}."

Selon l'article 2 de l'arrêté,

"Le titre d'interné-résistant est conféré aux personnes visées à l'article 1^{er}, par le Ministre de la Défense nationale, après avis d'une commission (...)"

créée à cet effet et, selon l'article 3,

"Une attestation est délivrée à celui auquel a été conféré le titre d'interné-résistant."

L'article 4 prévoit qu'

"Il est attribué aux bénéficiaires du présent arrêté la Croix de guerre 1940-1945 avec palme, la Médaille de la Résistance et la Décoration militaire de 1^{re} classe."

La modification projetée vise à l'octroi de ces mêmes ordres et décorations à des personnes auxquelles l'arrêté royal du 10 décembre 1990 relatif à l'octroi du titre d'interné-résistant aux prisonniers de guerre belges 1940-1945 n'est pas applicable.

Ces personnes sont en effet des évadés de la guerre de 1940-1945, dont le statut est établi par l'arrêté royal du 11 mars 1975 établissant le statut des évadés de la guerre 1940-1945. Cette catégorie est différente de celle des prisonniers de guerre de 1940-1945, auxquels s'applique la loi du 18 août 1947.

Or l'arrêté royal du 10 décembre 1990 précité qui règle l'octroi du titre d'interné-résistant ne s'applique, quant à lui, qu'à des prisonniers de guerre 1940-1945 qui ont de surcroît été, pour un acte patriotique, internés trois mois au moins dans un ou plusieurs des camps disciplinaires ou de représailles énumérés à l'article 1^{er} de cet arrêté, sous réserve de ce que prévoit son second alinéa en ce qui concerne la condition de durée de l'internement.

.../...

Compte tenu de l'existence des deux catégories rappelées ci-dessus, il ne convient pas d'étendre l'application de l'article 4 de l'arrêté royal du 10 décembre 1990, précité, à des catégories de personnes auxquelles ledit arrêté royal n'est en soi pas applicable. Plus fondamentalement, il y a lieu de se demander si ces catégories de personnes se trouvent dans une situation suffisamment comparable à celle des internés-résistants pour justifier que leur soient décernés les mêmes ordres et décorations.

Si le Gouvernement devait estimer que tel est effectivement le cas, malgré la dissemblance des actes patriotiques auxquels il entendrait ainsi attacher une identique reconnaissance nationale, il lui incomberait alors, puisque les personnes visées par l'alinéa en projet portent le statut d'évadés de la guerre de 1940-1945 et non le titre d'interné-résistant, de modifier en ce sens l'arrêté royal du 11 mars 1975 établissant le statut des évadés de la guerre de 1940-1945, plutôt que celui du 10 décembre 1990 précité.

Observations de forme concernant le texte néerlandais du projet

Dispositif

Sous réserve des observations de fond faites ci-dessus, il est signalé qu'à l'alinéa 2, en projet, il faudrait écrire "Inlichtingen- en Actiediensten" au lieu de "Inlichtings en Actie Diensten" ainsi que "die zich hebben vervoegd bij ..." au lieu de "die ... hebben vervoegd". En outre, les mots "minimum één jaar" devraient être remplacés par les mots "op zijn minst één jaar".

Het ontwerp strekt ertoe artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 december 1990 betreffende het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder aan de Belgische krijgsgevangenen 1940-1945 aan te vullen met een tweede lid, dat als volgt is gesteld :

"Deze eervolle onderscheidingen worden eveneens toegekend aan de oorlogsontsnapt 1940-1945 die geslaagd zijn in hun ontsnapping, de Belgische Strijdkrachten in Groot-Brittannië, de Weermacht in Kongo, een Geallieerd Leger, de Inlichtings en Actie Diensten of een erkende groepering van de gewapende weerstand hebben vervoegd en die in deze strijdkrachten minimum één jaar hebben gediend."

Zoals in de aanhef wordt aangegeven, steunt dat koninklijk besluit van 10 december 1990 op het decreet van 3-22 augustus 1790 "concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales", inzonderheid op artikel 4 ervan; in advies 19.814/9, dat op 25 juni 1990 in verband met dat besluit is uitgebracht, is het volgende opgemerkt :

"De Raad van State heeft in zijn advies L. 19.302/1/V, dat hij op 9 augustus 1989 uitgebracht heeft, het volgende opgemerkt :

«Een betere rechtsgrond voor het ontwerp dan artikel 29 van de Grondwet, kan worden gevonden in het decreet van 3-22 augustus 1790 "concernant les pensions, gratifications et autres récompenses nationales", waarvan titel 1, artikel 4, als volgt luidt :

'Art. 4.-

Tout citoyen qui a servi, défendu, illustré, éclairé sa patrie, ou qui a donné un grand exemple de dévouement à la chose publique, a des droits à la reconnaissance de la nation, et peut, suivant la nature et la durée de ses services, prétendre aux récompenses'»."

Artikel 1 van het voormelde besluit luidt als volgt :

"Dit besluit is van toepassing op de personen onderworpen aan de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen 1940-1945 en die, uit hoofde van een vaderlandslievende daad ten minste drie maanden geïnterneerd werden in één of meer van de hiernavermelde strafkampen :

- 1° Stalag 325, te Rawa-Ruska en Lemberg (Lwow);
- 2° Stalag 369, te Koberzijn;
- 3° Stalag XVIII C (Blok 317 - Noord kamp), te Markt-Pongau;
- 4° Strafkamp, te Landeck;
- 5° Oflag X C, te Lübeck;
- 6° Oflag IV C, te Colditz;

.../...

- 7° Stalag XX B, te Graudens (vesting);
- 8° Strafkommando van Stalag VIII C, te Bleckhammer-Heydebreck-Erenforst;
- 9° Speciale militaire gevangenis van Stalag IV D, te Torgau «Forst Zinna» (bijnaam Muna);
- 10° Strafblok B van Stalag VIII C, te Sagan (Silezië);
- 11° Russisch represaillekamp, te Tambow;
- 12° Strafkamp van Stalag VI H, te Arnoldsweiler;
- 13° Stalag III B, te Fürstenberg a/Oder.

Geen enkele voorwaarde inzake interneringsduur is vereist voor de krijgsgevangenen die begunstigen zijn van het statuut der ontvluchten krachtens het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het statuut van de ontvluchten van de oorlog 1940-1945, voor een ontvluchting of een ontvluchtingspoging tijdens hun internering uit hoofde van een vaderlandslievende daad, in één van de kampen bedoeld in het eerste lid."

In artikel 2 van het besluit wordt het volgende bepaald :

"De titel van geïnterneerde-verzetsstrijder wordt aan de personen bedoeld in artikel 1 door de Minister van Landsverdediging verleend na advies van een commissie (...)"

die daartoe wordt opgericht, terwijl artikel 3 als volgt luidt :

"Een getuigschrift wordt afgegeven aan degene aan wie de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder is verleend."

Artikel 4 luidt als volgt :

"Aan de begunstigen van dit besluit wordt het Oorlogskruis 1940-1945 met palm toegekend, de Medaille van de Weerstand en het Militaire Ereteken 1^e klasse."

De ontworpen wijziging strekt ertoe diezelfde ordes en eretekens te verlenen aan personen op wie het koninklijk besluit van 10 december 1990 betreffende het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder aan de Belgische krijgsgevangenen 1940-1945 niet van toepassing is.

Die personen zijn immers ontvluchten van de oorlog 1940-1945, wier status bepaald is bij het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het statuut van de ontvluchten van de oorlog 1940-1945. Die categorie is niet dezelfde als die van de krijgsgevangenen 1940-1945, op wie de wet van 18 augustus 1947 van toepassing is.

.../...

Het voormelde koninklijk besluit van 10 december 1990, waarbij het verlenen van de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder wordt geregeld, is zijnerzijds evenwel alleen van toepassing op krijgsgevangenen 1940-1945 die, bovendien, uit hoofde van een vaderlandslievende daad ten minste drie maanden geïnterneerd zijn geweest in één of meer van de strafkampen die in artikel 1 van dat besluit worden opgesomd, onder voorbehoud van hetgeen in het tweede lid van dat artikel wordt bepaald wat de voorwaarde inzake interneringsduur betreft.

Gelet op het bestaan van de twee categorieën waaraan hiervoren herinnerd is, doet men er beter aan de werkingssfeer van artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 10 december 1990 niet uit te breiden tot categorieën van personen op wie dat koninklijk besluit op zich niet van toepassing is. Meer ten gronde dient men zich af te vragen of die categorieën van personen zich in een situatie bevinden die in zulk een mate te vergelijken is met die van geïnterneerden-verzetsstrijders dat het een reden oplevert om aan hen dezelfde ordes en eretekens te verlenen.

Mocht de Regering van oordeel zijn dat zulks inderdaad het geval is, ondanks het verschil tussen de vaderlandslievende daden op grond waarvan zij aldus een identieke nationale erkenning zou willen verlenen, zou zij, doordat de personen op wie het ontworpen lid betrekking heeft niet de titel van geïnterneerde-verzetsstrijder, maar de status van ontvluchte van de oorlog 1940-1945 bezitten, wijzigingen in die zin moeten aanbrengen in het koninklijk besluit van 11 maart 1975 tot vaststelling van het statuut van de ontvluchten van de oorlog 1940-1945, in plaats van in het voormelde koninklijk besluit van 10 december 1990.

Vormopmerkingen betreffende de Nederlandse tekst van het ontwerp

Dispositief

Onder voorbehoud van de vorenstaande inhoudelijke opmerkingen wordt erop gewezen dat in het ontworpen tweede lid "Inlichtingen- en Actiediensten" moet worden geschreven in plaats van "Inlichtings en Actie Diensten" alsook "die zich hebben vervoegd bij ..." in plaats van "die ... hebben vervoegd". Voorts behoren de woorden "minimum één jaar" te worden vervangen door de woorden "op zijn minst één jaar".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET,
premier auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-
L. PAQUET, eerste auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS